

LA CRISE...

La crise de la société capitaliste est, maintenant, entrée dans une phase aiguë.

Chômage et inflation sont les deux piliers sur lesquels repose l'équilibre instable d'un monde en pleine décomposition.

Au niveau des super-structures, tout fout le camp! Notre Sainte mère l'église, elle-même, semble éprouver quelques difficultés à maintenir dans le droit chemin le troupeau des brebis du seigneur. Mais qu'on ne s'y trompe pas, il y a toujours eu "*plusieurs demeures dans la maison du père*" (une pour Franco et une autre pour Edmond Maire!) et, en dépit des apparences, c'est encore de ce côté là de la réaction qu'on trouve le plus de cohérence. Sous des formulations diverses "*curés de gauche*" ou "*intégristes*" défendent finalement la même idéologie. Aujourd'hui comme hier, il ne s'agit pas moins que de prétendre "*faire tourner la roue de l'histoire à l'envers*".

Participation, autogestion et planification démocratique, sont devenus les maîtres-mots du néo-corporatisme. C'est en leur nom que la C.F.D.T. après avoir réclamé pour les travailleurs "*plus de responsabilités dans l'entreprise*" a pratiqué activement depuis 1956 la politique des accords d'entreprises (opposés aux conventions collectives) et fait la propagande que l'on sait en faveur de la "*section d'entreprise*" (opposée au syndicat). Mais au-delà des mots et des formules, qu'y-a-t-il de fondamentalement différent entre les thèses de la C.F.D.T. et celles de la *Charte du Travail* promulguée par Franco en 1938 qui parle de "*réaction contre le capitalisme libéral*" (1) et affirme que "*l'entreprise doit informer son personnel pour renforcer son sens des responsabilités*".

Il est évident que, dès qu'en y regarde d'un peu plus près, corporations de Mussolini ou de Salazar, *Charte du Travail* de Franco ou de Pétain, association *Capital-Travail* de De Gaulle, participation, autogestion et planification démocratique procèdent de la même idéologie.

Mais pour irritant que soit ce renouveau de l'idéologie corporatiste propagée par les organes de la bourgeoisie, à l'intention de la petite bourgeoisie, que sont des journaux aussi infects que *le Monde*, *le Nouvel Observateur* ou *l'Express* (pour ne citer que ceux-là!) on aurait cependant tort d'oublier que dans la classe ouvrière où militent normalement les anarcho-syndicalistes, le principal soutien à la bourgeoisie et à ses systèmes politiques demeure le stalinisme et son formidable appareil international. Là, on est passé de la coexistence pacifique à la coopération pure et simple.

En France, P.C.F. et C.G.T. reprennent à leur compte les mots d'ordre les plus éculés de la réaction. Participation, planification démocratique, appartiennent maintenant au vocabulaire distingué de Mrs Marchais et Séguy. On est loin du temps où Frachon vitupérait (à raison!) les accords d'entreprise et ironisait sur le "*plan... rata-plan*"!

Dans le même temps, les attaques du P.C. contre le P.S. et de la C.G.T. contre la C.G.T.F.O. et la F.E.N. ne procèdent pas comme certains réformistes trop naïfs l'imaginent de considérations électorales mais, bel et bien de la volonté d'empêcher toute possibilité à la classe ouvrière de trouver un cadre unitaire pour mener son combat.

Le soutien ouvert du P.C. portugais au M.F.A. obéit aux mêmes nécessités. Toute explosion révolutionnaire posant le problème du pouvoir de la bourgeoisie ne se limiterait pas à l'Europe capitaliste

(1) Max Gallo: "*Histoire de l'Espagne Franquiste*" - Editions Marabout.

mais aurait obligatoirement des répercussions en Europe de l'Est. La dictature que la bureaucratie fait peser sur le prolétariat de ces pays risquerait d'être remise en cause.

Bureaucrates staliniens et gouvernement bourgeois ont au moins un objectif commun : priorité au maintien de l'ordre!

Les réformistes, quant à eux, demeurent égaux à eux-mêmes. Ils sentent confusément que sans une certaine indépendance de classe des organisations, qu'ils contrôlent, ils ne seraient plus rien et ils ont le souci de représenter effectivement les intérêts ouvriers. Mais à partir d'une démarche formellement juste, que... d'hésitations... pour ne pas dire plus.!

Leur démarche qui se veut "pragmatique" les conduit le plus souvent à capituler devant le stalinisme ou le catholicisme social quand ce n'est pas devant les deux à la fois.

L'OPA spectaculaire réalisée sur la vieille SFIO au compte de la bourgeoisie et sous le contrôle de la hiérarchie catholique prouve que la politique de certains réformistes peut conduire jusqu'à l'autodestruction de leur propre courant.

Dans cette optique, la politique des dirigeants de la F.E.N. devra être sérieusement analysée.

Alors que les dirigeants réformistes de la C.G.T.F.O. ont pris leurs distances avec l'idéologie corporatiste et auto-gestionnaire, les réformistes de la F.E.N. semblent vouloir, quant à eux, pratiquer une politique d'ouverture en direction de la C.F.D.T. Une telle politique ne peut finalement déboucher que sur la tentative d'instaurer - au mépris de toute la tradition du mouvement ouvrier français - une sorte de "travaillisme" démo-chrétien qui pratiquement ferait de la classe ouvrière française une chasse gardée pour le stalinisme.

Fort heureusement, il existe en France une forte tradition anarcho-syndicaliste qu'on retrouve à des degrés divers à la C.G.T.F.O., à la F.E.N. et à la C.G.T. (je ne parle pas bien entendu, des prétendus anarcho-syndicalistes de la C.F.D.T. qui confondent phrase gauche et démarche révolutionnaire)

Malheureusement, les efforts des uns et des autres s'exercent en ordre dispersé à un moment où sur le plan national et INTERNATIONAL un minimum de coordination est indispensable. L'U.A.S. reconstituée fera l'impossible pour faciliter les contacts, les rapprochements mais aussi, bien entendu, le travail d'élaboration et de clarification théorique sans lesquels tout effort de coordination est voué à la confusion et à l'échec!

Alexandre HEBERT.
